L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 FEVRIER 1861.

G. P. WEISSE, E. DUVERGER — N. DUPOUR, S. HARRY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 15 FEVRIER

Voir la seconde page, pour :

Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Le Marché aux Bestiaux,
Le Mouvement du Port,

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par C. E. Forstall, coin St-Philippe et Bourgogne—Une goélette.

Par N. Viaud, coin Conti et Passage de la Bourse—Beaux meubles.

Par C. Le Monnot, Bleche & Co, 69, Chartres—Chaussures, chemises, vêtements.

Par Pierche J. Spear, à 10 heures et demie, à son magasin d'encan, rue de Chartres, No 74, subsidiairement à trente et demie dans la rue Magnolia, No 155—Meubles.

Par le shériff—A 10 heures A. M., sur les lieux, la moitié d'une pharmacie, située à l'angle des rues de la Levee et du Canal, 2me District.

A 11 heures A. M., au No 23, rue Jefferson, 2me District—Tabac.

A midi, au City Hotel, rue de la Commune—La belle résidence située à l'angle des rues Bourbon et Bienville, 2me District, bien connue comme une des très belles. Pour les détails et les conditions—Voir aux annonces.

Que fera la Virginie.

Il semble que les républicains noirs aient été encouragés dans leur résistance aux projets de transaction par la période que la Virginie et les autres Etats frontières ne pourraient jamais se décider à sortir de l'Union et à faire cause commune avec les Etats séparés. Ils font sa trouver désappointés dans cet espoir comme ils l'ont déjà été à propos des Etats aujourd'hui séparés. S'il restait encore quelques doutes aux hommes du Nord sur la portée du mouvement qui vient d'aboutir à la formation d'une nouvelle Confédération, ils seraient dissipés par la lecture des lettres qu'adresse au *Times* de New-York un correspondant spécial, que ce journal a envoyé dans la Caroline du Sud, lettres dont voici un extrait :

"Le gouverneur Aikin vient d'acheter en Angleterre un certain nombre de canons Armstrong au prix de $10,000 pour chaque pièce, et il va les offrir à l'Etat. Tous les jours, j'entends parler de sommes considérables, allant de $500 à $5,000, offertes en don à l'Etat. Les Carolinens combattent pour une idée, et, comme vaincus que leur honneur est en jeu, ils courront toutes les considérations et combattront jusqu'à la mort. Je suis profondément convaincu, d'après ce que j'ai vu ici et dans d'autres parties du Sud depuis trois mois, que ce serait une farce que de tenir encore des meetings pour l'Union dans le Nord. Six Etats hors de l'Union, deux de plus qui vont sortir, et les Etats frontières opposés à toute interprétation littérale de la Constitution, tout cela fait que l'*Union est maintenant une impossibilité morale et géographique*. Faites des meetings pour une reconstruction de l'Union avec les Etats frontières—conservez-les si vous le pouvez, mais les Etats du golfe, avec la Caroline du Sud, ne *reviendront jamais*. Il est maintenant trop tard. Je suis un homme du Nord dans toute la force du terme, mais je parle par observation, et tout individu du Nord est ou du Nord Ouest qui viendra dans l'extrême Sud et laissera de côté toute idée préconçue, trouvera que chacune de mes paroles est vraie."

La question n'est plus donc que de savoir ce que feront les Etats frontières si, comme cela est probable, le Congrès de paix assemblé à Washington échoue dans sa mission. Une interprétation erronée a été donnée par les journaux républicains au résultat des élections sénatoriales qui viennent d'avoir lieu en Virginie. Le triomphe des candidats appelés unionistes a été considéré comme une preuve des intentions du peuple virginien de rester dans l'Union quand même. Nous ne saurions opposer de meilleure réfutation à cette assertion que la reproduction d'un article emprunté au *Richmond Whig*, le principal organe des conservateurs en Virginie. Il indique de la façon la plus claire et la plus positive le sens des dernières élections et trace le rôle que jouera la Virginie dans le cas où la reconstruction de l'Union serait impossible. Voici la traduction de cet article :

"Nous regrettons de voir par un grand nombre de nos voisins du Nord, que la portée de la dernière élection dans cet Etat est mal comprise ou mal représentée dans cette section. La position de la Virginie a résolu de rester dans l'Union dans l'état actuel des choses—pour se soumettre au joug de la nouvelle dynastie avec le programme de Chicago—est une grosse et périlleuse erreur. Elle n'a rien décidé de semblable, bien plus, elle a décidé tout le contraire par un jugement politique presque unanime. Elle a résolu que la connexion avec les Etats du Nord-Ouest, si elle n'est pas des assurances constitutionnelles et inviolables lui garantissant que toutes ses droits constitutionnels seront reconnus et respectés, et que son égalité et sa sécurité, comme membre de la Confédération, seront à l'empires de tout péril. Peut-être nous forons nous mieux comprendre en reproduisant de nos colonnes une partie de l'article qui a paru le matin de l'élection, la voici :

Nous espérons voir chez une grande majorité d'hommes loyaux, raisonnables et conservateurs, de bonnes intentions qui, à travers tout le Nord, adhèrent à un *arrangement prompt, satisfaisant et final* des questions controversées, dépourvu de tout ressentiment et de toute idée de vengeance, et qui permettrait à l'Union de se reconstruire *sur la* Constitution.

Nous engageons à l'avance, le peuple et les politiciens du Nord à ne pas se laisser décourager le résultat de l'élection d'aujourd'hui en Virginie, et ce résultat est contraire à ceux qui veulent précipiter le mouvement et favorisent ceux qui ont le plus à perdre. Nous avons confiance que ceux qui avons la confiance, car qu'il nous soit permis de leur assurer en toute sincérité que le maintien de la Virginie dans l'Union dépend entièrement de la décision du "Congrès de la paix" — la Convention des commissaires d'Etat qui s'assemble à Washington. Si cette Convention échoue ou si elle n'est pas en mesure de s'entendre sur les termes d'un arrangement, alors la question est irrévocablement remise contre l'Union, et ce qui dépendra de la Virginie, c'est de savoir si elle sortira de l'Union, il n'y a pas un Etat après lui qui va sortir immédiatement son exemple, et en moins de trente jours, et il va les offrir à l'Etat. Tous les jours, j'entends parler de sommes considérables, allant de $500 à $5,000, offertes en don à l'Etat. Les Carolinens combattent pour une idée, et, convaincus que leur honneur est en jeu, ils courront toutes les considérations et combattront jusqu'à la mort. Je suis profondément convaincu, d'après ce que j'ai vu ici et dans d'autres parties du Sud depuis trois mois, que ce serait une farce que de tenir encore des meetings pour l'Union dans le Nord. Six Etats hors de l'Union, deux de plus qui vont sortir, et les Etats frontières opposés à toute interprétation littérale de la Constitution, tout cela fait que l'*Union est maintenant une impossibilité morale et géographique*. Faites des meetings pour une reconstruction de l'Union avec les Etats frontières—conservez-les si vous le pouvez, mais les Etats du golfe, avec la Caroline du Sud, ne *reviendront jamais*. Il est maintenant trop tard. Je suis un homme du Nord dans toute la force du terme, mais je parle par observation, et tout individu du Nord Est ou du Nord Ouest qui viendra dans l'extrême Sud et laissera de côté toute idée préconçue, trouvera que chacune de mes paroles est vraie."

La question n'est plus donc que de savoir ce que feront les Etats frontières si, comme cela est probable, le Congrès de paix assemblé à Washington échoue dans sa mission. Une interprétation erronée a été donnée par les journaux républicains au résultat des élections sénatoriales qui viennent d'avoir lieu en Virginie. Le triomphe des candidats appelés unionistes a été considéré comme une preuve des intentions du peuple virginien de rester dans l'Union quand même. Nous ne saurions opposer de meilleure réfutation à cette assertion que la reproduction d'un article emprunté au *Richmond Whig*, le principal organe des conservateurs en Virginie. Il indique de la façon la plus claire et la plus positive le sens des dernières élections et trace le rôle que jouera la Virginie dans le cas où la reconstruction de l'Union serait impossible. Voici la traduction de cet article :

"Nous regrettons de voir par un grand nombre de nos voisins du Nord, que la portée de la dernière élection dans cet Etat est mal comprise ou mal représentée dans cette section. La position de la Virginie a résolu de rester dans l'Union dans l'état actuel des choses—pour se soumettre au joug de la nouvelle dynastie avec le programme de Chicago—est une grosse et périlleuse erreur. Elle n'a rien décidé de semblable, bien plus, elle a décidé tout le contraire par un jugement politique presque unanime. Elle a résolu que la connexion avec les Etats du Nord-Ouest, si elle n'est pas des assurances constitutionnelles et inviolables lui garantissant que toutes ses droits constitutionnels seront reconnus et respectés, et que son égalité et sa sécurité, comme membre de la Confédération, seront à l'empires de tout péril. Peut-être nous forons nous mieux comprendre en reproduisant de nos colonnes une partie de l'article qui a paru le matin de l'élection, la voici :

Nous espérons voir chez une grande majorité d'hommes loyaux, raisonnables et conservateurs, de bonnes intentions qui, à travers tout le Nord, adhèrent à un *arrangement prompt, satisfaisant et final* des questions controversées, dépourvu de tout ressentiment et de toute idée de vengeance, et qui permettrait à l'Union de se reconstruire *sur la* Constitution.

Nous engageons à l'avance, le peuple et les politiciens du Nord à ne pas se laisser décourager le résultat de l'élection d'aujourd'hui en Virginie, et ce résultat est contraire à ceux qui veulent précipiter le mouvement et favorisent ceux qui ont le plus à perdre. Nous avons confiance que ceux qui avons la confiance, car qu'il nous soit permis de leur assurer en toute sincérité que le maintien de la Virginie dans l'Union dépend entièrement de la décision du "Congrès de la paix" — la Convention des commissaires d'Etat qui s'assemble à Washington. Si cette Convention échoue ou si elle n'est pas en mesure de s'entendre sur les termes d'un arrangement, alors la question est irrévocablement remise contre l'Union, et ce qui dépendra de la Virginie, c'est de savoir si elle sortira de l'Union, il n'y a pas un Etat après lui qui va sortir immédiatement son exemple, et en moins de trente jours, et il va les offrir à l'Etat. Tous les jours, j'entends parler de sommes considérables, allant de $500 à $5,000, offertes en don à l'Etat. Les Carolinens combattent pour une idée, et, convaincus que leur honneur est en jeu, ils courront toutes les considérations et combattront jusqu'à la mort. Je suis profondément convaincu, d'après ce que j'ai vu ici et dans d'autres parties du Sud depuis trois mois, que ce serait une farce que de tenir encore des meetings pour l'Union dans le Nord. Six Etats hors de l'Union, deux de plus qui vont sortir, et les Etats frontières opposés à toute interprétation littérale de la Constitution, tout cela fait que l'*Union est maintenant une impossibilité morale et géographique*. Faites des meetings pour une reconstruction de l'Union avec les Etats frontières—conservez-les si vous le pouvez, mais les Etats du golfe, avec la Caroline du Sud, ne *reviendront jamais*. Il est maintenant trop tard. Je suis un homme du Nord dans toute la force du terme, mais je parle par observation, et tout individu du Nord Est ou du Nord Ouest qui viendra dans l'extrême Sud et laissera de côté toute idée préconçue, trouvera que chacune de mes paroles est vraie."

La question n'est plus donc que de savoir ce que feront les Etats frontières si, comme cela est probable, le Congrès de paix assemblé à Washington échoue dans sa mission. Une interprétation erronée a été donnée par les journaux républicains au résultat des élections sénatoriales qui viennent d'avoir lieu en Virginie. Le triomphe des candidats appelés unionistes a été considéré comme une preuve des intentions du peuple virginien de rester dans l'Union quand même. Nous ne saurions opposer de meilleure réfutation à cette assertion que la reproduction d'un article emprunté au *Richmond Whig*, le principal organe des conservateurs en Virginie. Il indique de la façon la plus claire et la plus positive le sens des dernières élections et trace le rôle que jouera la Virginie dans le cas où la reconstruction de l'Union serait impossible. Voici la traduction de cet article :

"Nous regrettons de voir par un grand nombre de nos voisins du Nord, que la portée de la dernière élection dans cet Etat est mal comprise ou mal représentée dans cette section. La position de la Virginie a résolu de rester dans l'Union dans l'état actuel des choses—pour se soumettre au joug de la nouvelle dynastie avec le programme de Chicago—est une grosse et périlleuse erreur. Elle n'a rien décidé de semblable, bien plus, elle a décidé tout le contraire par un jugement politique presque unanime. Elle a résolu que la connexion avec les Etats du Nord-Ouest, si elle n'est pas des assurances constitutionnelles et inviolables lui garantissant que toutes ses droits constitutionnels seront reconnus et respectés, et que son égalité et sa sécurité, comme membre de la Confédération, seront à l'empires de tout péril. Peut-être nous forons nous mieux comprendre en reproduisant de nos colonnes une partie de l'article qui a paru le matin de l'élection, la voici :

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES D'EUROPE
DE DIX JOURS PLUS RECENTES.

Arrivée du steamer Bremen.

New York, 13 février.—Le steamer *Bremen*, parti de Southampton le 29 janvier est arrivé aujourd'hui à ce port.

Liverpool, 29 janvier.—Hier, lundi, les ventes de coton ont été de 7000 balles ; le marché a fermé lourdement, les cours de vendredi se maintenant avec peine.

Londres, 29 janvier.—Les actions des chemins de fer américains ont légèrement baissé. Les consolidés ont fermé à 91 5/8. Le blé a baissé de 1 à 2 cts.

Les élections au parlement italien ont été favorables aux libéraux, et le comte Cavour est élu à Turin, Garibaldi à Naples et Poerio sont élus à Naples.

La Russie a ordonné la formation de trois corps d'armée sur le pied de guerre, qui devront être prêts le 1er mars. L'un se mettra en marche vers le Pruth, le second vers les frontières de Pologne et le troisième formera une armée de réserve.

Législature de la Louisiane.

Baton Rouge, 14 fév.—Hier, à la chambre, M. Shepherd assistant greffier a donné sa démission qui a été acceptée. M. J. H. Rills a été élu pour le remplacer.

M. Beggs, d'Orleans, a présenté un mémoire de l'Orphan's Home qui a été envoyé au comité des institutions charitables.

Le chaude a passé une résolution pour se procurer un drapeau semblable à celui qui a été adopté par la Convention d'Etat.

Le sénat a été presque toute la journée, en séance secrète.

Washington, 14 fév.—Hier, au sénat, le bill sur l'organisation de la milice du district de Colombie a été de nouveau renvoyé au comité sur les affaires militaires. Le sénat a donné son concours aux amendements, sauf un seul, voté par la chambre au bill des pattentes qui a été adopté.

Le secrétaire Floyd, promet de faire une réponse complète au rapport du comité de la chambre, relative au conduite officielle.

L'ordre le plus grand régnait hier, à Washington. Les appréhensions d'une attaque se sont évanouies. Le gouverneur Hicks, dans un entretiennent devant le sénate apprend à dit qu'au commencement de janvier il croyait à un projet d'attaque, mais que depuis quelque temps il a été convaincu que le projet était abandonné.

Le secrétaire du trésor, a annoncé qu'il recevrait jusqu'au 24 des soumissions à l'emprunt de huit millions. Les adjudicataires auront à déposer le montant pour le 1er mars.

Hier, le sénat a demandé au comité de conférence sur le bill des allocations diplomatiques de déposer son rapport.

L'ingénieur du département de la guerre a envoyé au congrès des évaluations modifiées pour l'armement des forts Taylor et Jefferson. Il dit que $150,000 pour chacun d'eux pour la première année devait suffire pour les mettre en état de servir comme dépots navals pour le golfe.

Les saisies d'armes à New-York.

New York, 14 fév.—Trois caisses de munition contenant des cartouches à percuteur et des lances pour carabines inmm, destinées pour Savannah, ont été saisies, hier, par la police à bord du steamer *Hunt-ville*.

M. Lemay, a fait une nouvelle demande au surintendant Kennedy, pour les mousquets de la Georgie. Celui-ci a refusé de les lui remettre en vertu d'un ordre légal, et a dit qu'il les saisirait de nouveau après les avoir rendus s'il trouvait qu'on voulait les expédier aux Etats séparés.

Le comité de la douane Harriet Lane, va être transformé en bâtiment de guerre avec un armement formidable.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Baton Rouge, 14 février.—Rappel a eu lieu à 10 heures. Plusieurs nouveaux membres ont pris le serment pouvoir par la Convention.

M. Allen, d'Ouest Baton Rouge, a proposé qu'un comité soit nommé, avec ordre de prendre en considération l'opportunité de dissoudre le comité des travaux publics—Adopté.

M. Boudé, d'Iberville, a demandé qu'un comité soit nommé pour examiner s'il n'a aucun moyen de simplifier le bureau du contrôleur de la législation.

M. Hocton, d'Est-Baton Rouge, a présenté, de la part du comité des finances, un bill qui prélève un acte sur le port d'armes cachées.

Plusieurs autres bills ont été présentés et déposés, d'après le règlement.

M. McPhee, de Morehouse, a présenté un acte pour la distribution des fonds résultant de la vente des terres publiques, aux différentes paroisses dans lesquelles elles sont situées ainsi que ces fonds seront employés à des améliorations publiques—Renvoyé.

M. Austin, d'Orleans, a présenté un acte de secours pour l'hospital de Charité—Renvoyé.

Le comité des finances a présenté un acte pour créer une levée de district additionnelle, dans la paroisse des Rapides, et une autre dans la paroisse de Catrell—Renvoyé au comité des travaux publics.

On a fait des rapports sur plusieurs bills relatifs à différentes cours—Renvoyés au comité judiciaire.

Un acte d'incorporation de la ville d'Amite a été adopté.

Le bill du Sénat accordant un délai pour la remise du cautionnement du shériff de Madison a été renvoyé au comité des finances.

Plusieurs bills de secours, de nature personnelle, ont été adoptés.

M. Waggaman, de Jeff-ron, a présenté un acte pour encourager la fonderie de canons dans cet Etat en offrant un prix de 10 piastres par chaque livre de valeur—Renvoyé au comité des finances.

Des actes autorisant la création de nouveaux notaires publics dans les paroisses d'Avoyelles et de Claiborne ont été adoptés.

Un acte pour empêcher certains officiers de la Cour d'appel en qualité d'avocats, a été adopté.

Un acte pour augmenter la rétribution des jurés et des témoins dans la paroisse de Caddo, a été adopté.

Un acte pour exiger une licence des personnes vendant des drogues, sans être apothicaires, a donné lieu à une longue discussion et a été finalement déposé sur le bureau.

M. Angus a présenté une résolution pour que l'imprimeur de l'Etat soit requis de fournir les dépêches télégraphiques. Renvoyé au 1 mars.

M. Boudé a fait une motion pour ne payer que les exemplaires de journaux actuellement reçus.

Un amendement a été présenté de requérir le secrétaire de l'Etat de faire connaître à la Chambre pourquoi les journaux n'étaient pas reçus plus régulièrement. Déposé pour être considéré ultérieurement.

Un autre amendement d'exemption de rétribution à ceux renvoyés au comité judiciaire.

Un message a été reçu du Gouverneur avec un rapport du conseil médical, contenant les dépenses des opérations de la Charité. Le rapport a été renvoyé à la Chambre.

Le sénat a été ensuite levé.

Chine et Inde.

Un grand mécontentement a été manifesté à Calcutta, à cause de la suppression des deux millions de livres sterling annuellement dépensées pour la culture de l'indigo.

On attendait prochainement lord Elgin à Hong Kong. Le baron Gros se disposait à partir bientôt pour Saïgon. Le ministre américain Ward doit s'embarquer le 15 janvier à bord de l'frégate à vapeur *Niagara*. Sir Hope Grant visite le Japon.

Il y a eu une grande alarme à Mingdo, causée par la nouvelle du mouvement des rebelles. Tout Chow était tranquille. Les troupes impériales avaient cependant eu lieu dans les provinces du nord est.

Le steamer *Australasia*, de la malle royale Cunard, est arrivé à Liverpool le 29 janvier, venant de New York, avec des nouvelles d'Amérique en date du 16 janvier.

Passage de steamers—Vickaburg, 14 février.—Le steamer Alonza Child est passé à 5 heures; l'Arago à 9 h. du matin hier. Le Gray Eagle est descendu à 9 heures ce matin.

TEXAS.—La Convention d'Etat s'est ajournée le 8 février jusqu'au 2 mars, en laissant un comité de sûreté permanent. Le Convention a désponsée au Congrès de Montgomery, MM Wigfall, Reagan, Hemphill, Waul, Oldham, Gaige et Ochiltree. L'Ordonnance de séparation a été signée par 167 membres.

CHRONIQUE LOCALE.

Première Cour.—Le tribunal a ordonné la mise en liberté de Tino J. Farrell, accusé de détournement de fonds. Ordre a été donné plusieurs fois mais les jôliers n'ont pu découvrir les témoins.

M. E. Abel a été chargé de défendre Wm Brown, alias Scotty, accusé d'avoir tué Barney McGuire, à bord du bateau à vapeur *Atlantic*

Lodo Dillon, accusé de tentative de meurtre sur la personne de sa femme, s'est déclaré innocent et a fait un versement pour répondre de sa comparution.

Les Recorders.—L'esclave Ben a été ensuite devant le recorder Emerson, à la demande de Wm Daly qui l'accuse de lui avoir mordu un doigt et d'avoir déchiré ses vêtements, dans la Cour de la Presse à coton d'Orleans.—En prison.

John McDonald, arrêté comme suspect et dangereux—Rien qu'on a trouvé une moitié de deux clés de coffre-fort qu'il est supposé d'avoir voulu emporter devant le magistrat. Il n'est pas dit qu'il n'ait pas à Baton-Rouge. M. R. J. Pattison, de la maison Malony Brothers a reconnu les clés et la moitié qui avaient été volées hundis qu'il regardait passer le cortège du Mysti-Crew.

Michael Reed, alias Reely, et W. H. Howard, habitué voleurs ont été envoyés devant la Première Cour de District. Ils sont accusés d'avoir exercé leur industrie dans le magasin de M. J. Rosenthal, rue Dauphine, et dans celui de M. J. M. Abrams, au Tivoli Circle.

Mary Dermott, s'est plainte hier au recorder Bleecker d'avoir été battue par son mari, Timothy Dermott. —Enprison ; la mère Simon, qui a donné un coup de balai à Jean Marie Dalbenzi, dans la rue Sainclaire.

Ann Marie Durie, s'est plaint d'avoir été frappée et battue, sans provocation, par Louise Bastiglia.—Cautionnement.

Alain Byers, a été envoyé devant la Première Cour de District pour vol de quatre sacs de pimmes au marché, au préjudice de Lesale Gouaillier.

Andre Rose a été envoyé devant le même tribunal pour vol de pantalons dans le magasin de M. Brown, rue Front Levee.

A bord Grolex a été condamné à cinq piastres d'amende pour avoir, une nuit, semé des pierres dans la rue.

Green, drayman, esclave de M. Hurley, est accusé d'avoir par sa négligence, renversé Mme Marguerite Mirbiaz, mercredi matin, entre les deux marchés. Le cocher est formelle par le témoin, M. Jean Mattiniq, demeurant à l'angle de la rue Jules et Carondelet ; mais cet homme prétend qu'il a été bousculé par le résultat des blessures de Mme Mirbiaz.

Sur l'accusation de l'officier Gonzalez, Jas Monroe a été envoyé devant la Première Cour de District pour avoir troublé la paix dans la marche.

Mort.—Thomas Flynn qui on a transporté à l'hôpital le 8 du courant, et qui, dit-on, avait été pendu par Michel Bisson, pendant une querelle, est mort à ses blessures.

M. Hogan a ouvert une enquête.

Les Coroners.—Hier, à la morgue de Delhom. Ce dernier a été pendu ; mort et personne n'a encore fait d'affidavit contre lui. On est même qu'il est trouvé plusieurs cents piges de Egypt.

Revenus.—Des officiers de police du 1er District, spécialement, et quelques postes de la banlieue qui possèdent, de nuit, des chaînes, ont trouvé dans les rues, des sommes considérables, de billets de banque. Les agents dont les employés avaient été avertis qu'après le vol des billets, ils ont les deux mains en mouvement en les ôtes. Deux bons agents ont trouvé, dans les rues, des billets de banque. Ce qui prouve leur parfaitement non-illégale, les officiers voulaient examiner les billets et s'assurer les numéros de leur contenu. Quelques individus prétendent la faire suivre comme les autres.

Les agents ouvrent les billets et y trouvent trois billets nouvellement de certificats. Le propriétaire est venu les réclamer. On les a trouvés à deux rues et cette petite l'avait obligé à se faire policemen pour les voir.

Morts—Michael Cummings, qu'un chien enragé a mordu, il y a deux mois et qui avait eu une légère attaque d'hydrophobie, a rendu mardi dernier. Il a fait le transporter à la Maison de Santé du Dr Menard rue du Cours. Son état inspire les plus vives craintes.

Cummings est bien connu dans la partie supérieure de la ville. Il est employé, depuis nombre d'années, en qualité de cocher d'un des wagons à cheval de Louisiana Avenue.

ASPHYXIE DANS UNE SERRE A ST LOUIS.—On lit dans la *Revue de l'Ouest* :

L'assemblée populaire unioniste, composée de citoyens de tous les partis, convoquée pour nommer des candidats à la convention de l'Etat du Missouri, a adopté les résolutions suivantes :

1—*Résolu* qu'il n'existe pas en ce moment de causes suffisantes pour justifier un Etat de rompre l'Union, de se séparer de l'Union, que nous voulons agir sur pied selon la situation politique actuelle, sans chercher à prévenir des maux dont nous ne sommes nullement menacés en ce moment, qu'ils nous voulons agir d'après ce principe que *nous avons, avant tout, ce, en faveur de l'Union*.

2—*Résolu* que la meilleure ligne de conduite à suivre, dans ces temps de troubles, c'est d'entretenir des rapports fraternels avec tous les Etats, que son honneur et son intérêt lui ordonnent aussi de traiter tout ce qui est en son pouvoir pour rétablir dans tout le pays la concorde et l'harmonie entre les populations diverses, et que nous devons attendre avec calme l'issue des événements actuels n'étant de faire connaître à notre Etat une autre position que celle qu'il occupe actuellement.

3—*Résolu* que tous les motifs de plainte et tous les griefs peuvent absolument à un arrangement à l'amiable *dans le sein de l'Union, que la dissolution, loin d'apporter un remède aux maux existants, ne fera que les accroître*.

4—*Résolu* que l'Etat du Missouri doit s'efforcer de s'entendre avec les Etats frontières pour obtenir l'arrangement à l'amiable le plus satisfaisant qui soit possible.

5—*Résolu* que les candidats dans par cette assemblée doivent être étrangers à son esprit de parti.

Le Sénat de St Louis est actuellement occupé par des hommes de toutes les classes, sous les ordres du capitaine Lyons. M. Lyons est considéré comme un homme énergique et ancien de sous au manteau de l'Union.

—On sait que les rats sont des animaux non seulement très rusés, mais encore très intelligents. On se rappelle que, dans la ville de Pe... une troupe de citoyens de Rutopolis parvinent à se saisir d'une bouteille d'huile en saquant la quasse d'un des leurs chez la pâtissière. Ils ont bientôt dans le precieux nectar et la promenaient ensuite sous le nez de ses compagnons. On n'ignore pas non plus que, dans la ville de C..., les rats sont parvenus, en se cramponnant à la queue les uns des autres, à s'approprier un fromage enseveli au fond d'un tonneau. Ces merveilleux histoires rentraient dans le domaine de l'animal de la bonne ville de St Louis. Elle brûlait du désir d'avoir aussi son histoire de rats, elle l'a eue. Tous les journaux de notre ville rapportent à cette heure le fait suivant :

Le sieur X..... ouvrier très parfumeur, était parvenu à économiser $800 en billets de banque. Ne voulant pas, au milieu de la crise monétaire, aventurer ce petit trésor dans une entreprise quelconque, il le cacha, il y a quelques jours, dans sa cave, sous un tas de briques. Il s'aperçut bientôt, à sa grande surprise, que quelques billets manquaient. Il en retrouva les débris à l'entrée d'un trou de rats. Cet ami des billets contrefaits, tous les billets de valeur étaient encore intacts.

INQUIÉTUDES EN EUROPE.—On pourra juger des inquiétudes auxquelles sont en proie les gouvernements européens par les extraits suivants puisés dans divers journaux.

Le roi Guillaume de Prusse va inaugurer son avènement en trone en accordant une amnistie pour tous les crimes et délits politiques. A côté de cette acte de clémence, nous avons à enregistrer une mesure qui doit être prise comme le *Revue Polonaise*, qui se publie à Paris, *Wiadomosci Polskie* : l'entrée de ce recueil vient d'être défendue en Prusse. Le mouvement roi paraît au reste animé de dispositions peu libérales en faveur des Polonais. La *Nouvelle Gazette de Prusse* assure qu'il aurait fait à la députation de Posen une réponse assez énergique, se terminant par ces mots : "La liberté doit avoir de justes limites."

Berlin, 15 février.

La *Feuille hebdomadaire prussienne*, organe des vieux partisans allemands, discute sérieusement la question de la guerre imminente de la France. Suivant elle, l'emploi de la force brutale est mauvais pour se frayer les chemins, elle dit que la grande nation ne devra rien plus précisément que d'acquérir les provinces du Rhin, et que l'existence d'une Italie unie n'est pas incompatible avec les intérêts de la France, celle-ci étant une puissance maritime de premier ordre.

L'Italie, ajoute la feuille prussienne, est un royaume par la grâce de la France, dont toute la puissance doit obéir aux impulsions données à Paris. Il est évident que le but que se propose la Sardaigne et l'acquisition de la Venétie, et le moyen pour y parvenir est la révolution européenne.

Le but de la France est d'exploiter dans son intérêt immédiat le chaos qui en résulterait.

Au milieu de ces perils, l'Autriche s'efforce en vain de sortir d'une position intérieure ; la Russe sûr salutre exécute des blessures faites par la guerre d'Orient et par l'agitation que de grandes projets de réformes ont causée chez les populations russes.

C'est ainsi, conclut la *Feuille hebdomadaire*, que les dernières espérances reposent sur la Prusse pour mettre fin à de futurs abus de pouvoir et à un mouvement révolutionnaire.

C'est sous de pareils auspices que les Chambres se réunissent.

—On écrit de Varrovie, 3 janvier au *Journal* polonais *de Posen* :

Cette année la jeunesse de notre ville a interdit les danses, comme inconvenantes dans les circonstances actuelles ; les dames, principalement les de Varsovie ne donneront pas de bals de fin d'année. La province a suivi cet exemple. A Kalisz, la noblesse a été insuffisante pour assister, comme d'usage, au bal du bout de l'an ; tous les préparatifs étaient faits ; mais on a dû renoncer à ce bal, parce que, dans la matinée, des jeunes gens, qui étaient allés prendre part, récemment de Varsovie des lettres anonymes, qui les invitaient à ne point danser dans un temps où tant de Polonais gémissent dans les cachots ou dans les mines de Sibérie, et à éviter toute dépense inutile, attendu qu'on aura besoin d'argent au printemps prochain pour subvenir aux frais de la guerre contre les empereurs de la Pologne.

—La *Gazette autrichienne* publie sous le titre de *Crainte et d'Espérance* un article dont voici les principaux passages :

"Nous comprenons pas que le public se laisse effrayer par les vantaries des journaux italiens. Les assertions d'un journal de Turin ou de Milan n'ont évidemment pas plus de valeur que celles de la première feuille venue de Vienne ou de Berlin, et, si nous avions, de fait trop d'honneur à ces journalistes anglais en transmettant leurs articles au loin par le télégraphe. Ils doivent rire dans leur barbe des stupides Allemands qui trouvent dans leurs élucubrations un motif de crainte. On devrait pourtant avoir compris ceci : La Sardaigne n'a ni une armée assez considérable ni une caisse assez remplie pour commencer la guerre pour son propre compte. La question est toujours de savoir ce que fera la France, et nous répondons que dans la situation actuelle elle ne fera pas de guerre en faveur de la Sardaigne.

"La France ne voit nullement la domination du Piémont dans l'Italie méridionale d'un oeil favorable, M. de Cavour tient fermement à une Italie unitaire. La France n'a jamais voulu ce résultat et ne le veut pas encore. Les difficultés que la Sardaigne rencontre dans le royaume de Naples, et qui sont depuis mêmes surmonter, ne sont pas vues de mauvais oeil par la France. Si le Piémont commence la guerre, elle se tiendra sur la réserve, et si l'agression piémontaise échoue, elle reviendra au traité de Villafranca.

"Une attaque de la part de la France serait si impolitique que nous ne la craindrons que si la France avait l'intention d'attaquer indirectement la frontière du Rhin. Il n'y aura de guerre entre la France et l'Autriche que lorsqu'il s'agira d'une guerre entre l'Allemagne et la France ; mais les Français ne veulent pas d'une guerre pareille aujourd'hui, et nous croyons pour le moment à la paix."

Pesth (Hongrie), 7 *janvier*.—Il existe toujours une grande inclination au sein d'artifices pensées attribuées à tort ou à raison au gouvernement autrichien. Le pays ne se tiendra pour satisfait que lorsqu'il aura obtenu son ancienne indépendance. L'empereur François-Joseph aura-t-il assez d'abnégation pour se contenter du pouvoir qu'exerce le roi de Suède sur la Norwège? Et s'il le fait, sera-t-il assez heureux pour donner aux autres provinces de la monarchie une satisfaction suffisante pour leur permettre de regarder sans envie la liberté et l'indépendance de la Hongrie? Malgré l'ordre et la tranquillité qui règnent partout, la situation est grave ; et si l'on semble calme et tranquille, ce n'est que parce que l'on compte en toute sûre de son succès final, sur la réalisation complète des aspirations nationales.

La presse est polie et modérée dans la forme, mais elle va au fond des choses. Les journaux politiques, tous les *Charivaria*, tous ceux, qui prennent une allure plus leste, et il faut voir comment ils arrangent cette mise d'employés autrichiens qui avaient opprimé le pays depuis douze ans, ils ont tout les soulignaires du pays, et ils dirigent l'attention sur les coupes. Ainsi *Pils tokos* (la Comète) commence une série d'illustrations de nos poètes classiques. Cette feuille montre Kossuth assis devant une carte de Hongrie, et on lit pour épitaphe de cette illustration ces vers de notre illustre poète Kazinczy :

Prée de toi, loin de toi,
Ma peine et ce est toujours toi!

Ceci est assez clair, ce semble.

Nous pouvons avant tout nous unanimité de donner tous les détails concernant l'extradition et la mise en liberté du patriote comte Teleky, ils ne sont pas connaissants de la plupart des feuilles françaises, et nomobstant le dire contraire des journaux officieux de l'Autriche, les feuilles hongroises, d'accord en cela avec l'opinion attribuent la prompte mise en liberté du Teleky à l'intervention amicale de Napoléon III.

(*Correspondance Havas*)

KANSAS.—Nous extrayons les lignes suivantes d'une lettre du Kansas :

"Nous n'ignorez pas que le Kansas n'a rien absolument rien produit l'année dernière, et pour mieux et de malheur depuis quelque temps nous avons beaucoup souffert. Nous avons les lettes à cornes et les chevaux sont en danger de mourir de faim. Les secours envoyés des Etats ne font pas grand bien. Je n'ai pas de doute que les dons faits par les Etats du nord-ouest ne soient suffisants pour nourrir tous ceux qui sont dans le besoin et les frais de collection n'absorbent pas la plus grande partie. Chaque personne qui y a eu moins deux ou trois cents individus, qui n'ayant rien à faire au Kansas, sont partis sous prétexte de rechercher de l'or qui dans les montagnes Rocheuses. Ceux-ci ne voulent pas se mettre à travailler, et ils ne veulent pas travailler. Les gens d'état moyen de la ville sont obligés de quitter leurs fermes